

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à la deuxième Conférence européenne des sciences sociales

Les sciences sociales : perspectives européennes

Bratislava (République slovaque), 14 juin 1998

Madame la Ministre des affaires étrangères,
Monsieur le Président de l'Académie des sciences,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de me trouver parmi vous, lors de cette deuxième Conférence européenne des sciences sociales, pour renouer nos liens et faire le point de tout ce qui est survenu depuis la première Conférence tenue à Santander il y a sept ans. Au cours des trois prochains jours, vous allez aborder quelques-unes des questions les plus urgentes pour l'avenir des sciences sociales en Europe. Vous allez parler de la coopération et de la coordination en cette matière. Vous discuterez d'un nouveau calendrier européen de recherche, axé sur des thèmes tels que l'impact social des problèmes écologiques, le suivi des problèmes sociaux, le renforcement de la démocratie et le rôle de l'Europe dans la société planétaire. Vous allez aussi élaborer des stratégies de nature à garantir l'engagement qu'ont pris les organes politiques de soutenir la mise en oeuvre d'un tel calendrier de recherche.

Toutes ces questions naissent d'une préoccupation de la plus haute importance pour l'avenir de l'humanité, d'une préoccupation intimement liée à la mission de l'UNESCO : à savoir, le rôle de l'Europe dans l'effort fait pour améliorer la protection et le partage au niveau planétaire, forger une démocratie participative à l'échelle mondiale, passer du diktat, de la force et de la violence à une culture de la tolérance, du dialogue et de la paix. Une Europe des peuples, vivant ensemble dans la diversité des cultures et guidés par les principes démocratiques universels inscrits dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, est une Europe forte : une Europe qui rayonne au-delà de ses frontières. Car une Europe bâtie autour d'une monnaie est une communauté économique mais elle n'a pas d'ambition visionnaire.

Le monde dans lequel nous vivons est en mutation rapide et devient de plus en plus complexe. Nous nous efforçons de nous adapter à l'ampleur et à la vitesse des transformations à grande échelle qui caractérisent la mondialisation. Il s'agit d'un processus déséquilibré, asymétrique, où il y a quelques "mondialiseurs" et force "mondialisés". La mondialisation s'appuie sur les marchés et les échanges et sur les télécommunications. Mais quand on regarde la réalité des transactions commerciales, quand on voit que les réseaux de télécommunication n'atteignent qu'une faible partie du globe et que de nombreux villages sont encore dépourvus d'électricité, il est permis de conclure que les marchés ne peuvent pas servir de guides et que ce sont eux qui doivent être guidés par des valeurs suprêmes et universelles. Les sociétés multinationales et les institutions financières transnationales doivent respecter des codes de conduite capables d'empêcher le blanchiment de l'argent tiré du trafic de drogue ou du trafic d'armes.

Devant les multiples problèmes induits par ce type de mondialisation - la contradiction croissante entre la richesse, d'un côté, et, de l'autre, l'appauvrissement, la marginalisation

sociale, la transformation de la culture en une marchandise, la xénophobie, l'exclusion, la pauvreté, la misère et la violence - les idéaux universels de la démocratie et des droits de l'homme ont un rôle spécifique à jouer. Ils sont les piliers d'une culture de la paix et de la tolérance, devenue une absolue nécessité dans notre univers où règnent diversité culturelle et mondialisation.

L'Europe doit prouver que la perception moderne des droits de l'homme et de la démocratie est viable. L'Europe peut montrer au monde que ses "lumières", son immense diversité culturelle, sa vision, sont toujours vivantes, que les idéaux de liberté, de justice, d'égalité et de solidarité constituent effectivement le fondement d'une culture de la paix et de la tolérance et qu'ils sont à même de contrebalancer les tendances à l'uniformisation, à la désillusion, à la méfiance et à l'injustice. Les "miracles" économiques peuvent s'effondrer comme des châteaux de cartes. En revanche, si le tissu social garde sa cohésion, si l'on associe à une bonne gouvernance un vaste système de représentation et de consultation systématiques, ainsi que le respect de la personne et la transparence des processus administratifs, le développement économique peut alors se faire en harmonie avec les communautés et leurs valeurs.

Cela vaut pour toutes les sociétés et en particulier pour les sociétés en transition. En Europe centrale et orientale, nul n'aurait pu prédire avec exactitude les immenses transformations sociales dont nous avons été les témoins depuis les événements mémorables de 1989. Et ce n'est que peu à peu, lentement, que nous commençons à en mesurer les répercussions politiques, économiques, sociales et culturelles. La transition des pays d'Europe orientale et centrale vers la démocratie a ouvert la voie à l'intégration politique et économique d'un vaste espace allant de l'Atlantique à l'Oural et de l'océan Arctique à la Méditerranée. Mais avec cette transition politique et économique des sociétés postcommunistes, sont apparues de nouvelles difficultés financières et sociales ainsi que des problèmes de sécurité. Dans certains cas, la démocratie ne s'y montre pas sous son meilleur jour et, du fait d'un certain recul du rôle joué sur la scène internationale, la transition s'accompagne d'extrémisme et de violences urbaines. Ces pays sont-ils donc passés d'une sécurité totale et d'une absence de liberté à une liberté totale et une absence de sécurité ? De fait, l'accroissement des inégalités sociales et économiques et de la pauvreté, de même que l'exacerbation du nationalisme et des conflits ethniques risquent d'entraver les possibilités de développement pacifique sur le plan social, politique et économique.

Les contraintes et les tensions de la transition représentent sans doute le défi majeur du processus d'intégration européenne en cours. Pour reprendre les termes du lauréat du prix Nobel de la paix, Vaclav Havel, les anciens pays communistes "ont réintégré l'histoire". Le grand homme d'Etat Alexandre Dubcek, dont la dernière demeure se trouve en cette ville, a joué à cet égard un rôle considérable. Il l'a fait avec courage, en se fondant sur les valeurs qui, aujourd'hui, nous servent de guide. Les messagers disparaissent, mais les messages demeurent. Dans cette période de mutation planétaire sans précédent, où les valeurs et les idéaux sont plus nécessaires que jamais, nous ne pouvons pas nous permettre d'oublier les leçons de personnalités aussi éminentes qu'Alexandre Dubcek. Car elles peuvent nous aider à atteindre cet objectif à long terme qu'est l'intégration européenne nourrie par la démocratie, la justice et le développement pour tous. L'Europe doit édifier de nouvelles structures politiques et économiques qui s'appuient sur les valeurs démocratiques universelles, sur la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle doit établir des structures qui fassent place à sa diversité religieuse, linguistique et historique, des structures qui servent de passerelles entre

l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Elle doit pour cela avoir une vision claire de l'avenir. Et le passage de la vision à l'action nécessite, à son tour, des sciences sociales reposant sur des fondements solides.

Voici plus d'un demi-siècle, les fondateurs de l'UNESCO recommandaient que les sciences sociales jouent un rôle central dans le suivi de l'intégration sociale de l'humanité. La décennie écoulée a été une période importante où l'on a fait le point des connaissances sociales héritées du passé. Des chercheurs relevant d'universités, d'instituts de recherche ou d'associations internationales ont participé à cette réévaluation des traditions intellectuelles et des principaux acquis scientifiques des sciences sociales au XXe siècle. L'UNESCO joue son rôle dans ce processus : son premier Rapport mondial sur les sciences sociales paraîtra l'an prochain. Avec cette publication prendra corps l'un des rêves que j'ai nourris en prenant mes fonctions à l'UNESCO : publier des rapports biennaux sur l'éducation, la science, la communication, la culture et les sciences sociales. Lors de la 28e session de la Conférence générale, en 1995, l'UNESCO a posé de nouveaux jalons pour asseoir la transdisciplinarité, et notamment renforcer la coopération entre les sciences exactes et naturelles et les sciences sociales. C'est une tendance qu'illustre bien l'étroite collaboration qui existe entre les sciences sociales et les sciences exactes et naturelles dans la préparation de la Conférence mondiale sur la science, que l'UNESCO organisera à Budapest en juin 1999.

Comme cette Conférence visera à mieux faire comprendre au public l'impact de la science sur la société et à susciter envers la science un plus grand engagement de la part des gouvernements, des milieux industriels et de la société en général, les sciences sociales joueront un rôle important dans son déroulement et son suivi. Le lancement des projets transdisciplinaires de l'UNESCO intitulés "*Les villes : gestion des transformations sociales et de l'environnement*" et "*Les régions côtières et les petites îles*" a été assuré grâce à une étroite coopération entre MOST, le Programme hydrologique international (PHI) et le Programme sur l'homme et la biosphère (MAB). Pour comprendre les questions urgentes de notre temps, il faut impérativement adopter en sciences sociales des approches transnationales, voire mondiales. Le programme MOST qui, comme vous le savez, a été mis en route lors de la première Conférence européenne des sciences sociales à Santander, porte essentiellement sur des questions de portée mondiale telles que la gestion des sociétés multiculturelles, la migration, la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le développement urbain. Grâce à sa décision stratégique de constituer à l'échelle régionale et mondiale des réseaux de recherche sur les politiques, l'UNESCO encourage les sciences sociales à se mettre vraiment au service de la planète tout entière.

Les chercheurs en sciences sociales doivent savoir faire leur propre autocritique et orienter leur recherche et leur enseignement après s'être posé les deux questions suivantes : Vers quel type de connaissances aller ? Pour quoi et pour qui ? La première question suppose que l'on étudie minutieusement les concepts, les modèles et les méthodes qui éclairent l'interprétation du monde social. La deuxième question - un savoir pour quoi et pour qui ? - pose le problème de la pertinence des connaissances sociales face aux défis de notre temps. Le programme MOST de l'UNESCO vise explicitement à produire des connaissances utiles à la définition des politiques et à renforcer la coopération entre les chercheurs en sciences sociales et les décideurs. Etant donné les défis que posent les transformations sociales à l'échelle planétaire, il importe de restructurer les sciences sociales. Il faut d'abord surmonter les obstacles auxquels elles se heurtent. En Europe, il n'y a pas assez de ressources institutionnelles pour la recherche et la formation. C'est que les sciences sociales ont surtout

été axées sur la compréhension et l'explication des problèmes sociaux, économiques et politiques à l'échelon national, au détriment de la collecte ou de l'analyse de données empiriques au niveau de l'Europe. D'où l'immense difficulté qu'il y a à analyser valablement le processus de l'intégration européenne dans des domaines tels que l'immigration, le chômage, la mobilité ou les politiques de l'environnement.

Le projet d'Enquête sociale européenne - qui est une initiative prise récemment par la Fondation européenne de la science - vise à commencer à combler ce manque de données empiriques et devrait, par conséquent, être fortement soutenu. La méthodologie n'a pas beaucoup progressé non plus dans le domaine des sciences sociales européennes. L'élaboration d'un programme commun de recherche et de formation à l'échelon européen est une tâche très importante qui pourrait être le résultat le plus significatif de la présente réunion. Les participants à la Conférence régionale de MOST pour l'Europe centrale et orientale, tenue à Budapest en 1995, avaient signalé que le nombre de chercheurs et les financements prévus pour les sciences sociales en Europe de l'Est avaient dramatiquement diminué. Compte tenu de toutes ces lacunes institutionnelles et intellectuelles, c'est un grand défi pour les sciences sociales européennes que d'être en mesure de suivre les processus complexes de l'intégration européenne et de la transition sociale postcommuniste.

A l'échelle de l'Europe, les sciences sociales peuvent combler le fossé qui sépare littérature et sciences humaines des autres disciplines scientifiques et rétablir le lien entre des sciences sociales transdisciplinaires et la dimension éthique d'une culture de la paix et de la tolérance fondée sur les droits de l'homme et la démocratie. S'il y a coopération entre les différentes traditions de recherche nationales, la diversité des sciences sociales en Europe peut devenir source d'une intense créativité. Elle peut en renouveler le caractère transnational et pluraliste. Les sciences sociales européennes devraient aussi ajouter à leur coopération traditionnelle avec l'Amérique du Nord l'établissement de liens plus solides avec les sciences sociales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Elles devraient améliorer leur collaboration avec les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile en fournissant des connaissances spécialisées, en renforçant les capacités et en discutant des thèmes de recherche. Avec la "mondialisation", il faut, pour gouverner, avoir des connaissances en sciences sociales aux échelons local et régional. C'est seulement à cette condition que les acteurs et les décideurs sont à même de suivre "la mondialisation qui part de la base" et de mettre en place des structures institutionnelles qui favorisent la démocratisation à de multiples niveaux.

La présente Conférence peut nous permettre de faire un autre grand pas en avant en restructurant les sciences sociales en Europe, ce qui contribuera de façon importante au développement des sciences sociales en général. Elle contribuera aussi fortement à façonner l'avenir d'une Europe plus pacifique et plus soucieuse de rassembler.